Science sans conscience?



«faire mieux avec moins de moyens», selon le slogan à la mode, que les autorités taillent dans le vif des forces disponibles, alors que celles-ci sont déjà insuffi-

santes? On en vient à se demander s'il n'y a pas là une politique concertée visant des disciplines que l'on juge peu rentables, donc peu utiles.

Prenons un cas: les études littéraires à l'Université de Lausanne. Le plan d'économies de la Faculté des lettres leur a imposé de lourds sacrifices: suppression d'un poste professoral de littérature comparée, suppression d'un poste de maître-assistant en français médiéval, suppression d'un poste de maître-assistant en anglais, menace sur l'allemand... Pour l'instant, rien d'aussi violent n'a touché les autres disciplines. Le Rectorat de son côté, mettant en œuvre ses propres critères d'économies, envisage d'aggraver les conséquences de ces coupes en précarisant d'autres postes dans les mêmes secteurs, faisant courir à l'enseignement littéraire en français le risque d'un véritable démantèlement

A cela, apparemment, nulle raison sinon conjoncturelle. Aucune évaluation du travail accompli, aucune mesure des besoins réels ne sont évoquées. Mais quels sont ces besoins? En 1989, il y avait 550 étudiants en Section de français à Lausanne; en 1997, il y en a plus de 750. Est-ce pour nous aider à «faire mieux avec moins de moyens», selon le slogan à la mode, que les autorités taillent dans le vif des forces disponibles, alors que celles-ci sont en fait déjà insuffisantes? On en vient à se demander s'il n'y a pas là une politique concertée visant des disciplines que l'on juge peu rentables, donc peu utiles. D'autres mesures, touchant les assistants et la relève, pourraient le laisser croire. Et cette situation ne constitue qu'un des exemples de la réduction des crédits publics accordés aux enseignements humanistes et littéraires. On sait que la politique du Fonds national à l'égard de l'ensemble des sciences humaines est tout aussi inquiétante.

Indifférence, incompréhension? Naufrage programmé? En tout cas, signe d'une certaine confusion intellectuelle dont il est urgent de prendre conscience.

Une crise globale

On peut penser que cette crise des disciplines «humanistes» ne touche pas que l'université, mais bien toute la société. L'exemple de l'édition, passée massivement aux mains d'investisseurs qui appliquent des critères de rentabilité maximale, est éloquent. La situation des essais en sciences humaines, et particulièrement des essais littéraires, qu'on ne publie plus qu'à tirages très réduits, est catastrophique. Comme l'historien et éditeur Pierre Nora le remarquait récemment dans un entretien du *Monde*, il faut voir là le signe d'un désarroi social et culturel plus profond. Absence de repères, perte des anciennes valeurs, «zapping» généralisé, mutation des habitudes de lecture: les thèmes sont connus. Il est plus difficile

de faire apparaître les dommages provoqués dans des secteurs qui devraient être les laboratoires où sont réfléchies et interprétées les productions symboliques à travers lesquelles une société recherche, parfois en tâtonnant, ses raisons d'être et ses objectifs.

En fait, il est d'autant plus difficile de prendre une juste vue de la situation que l'offre globale reste soutenue, même si les ventes des essais sont faibles et que la critique littéraire est reléguée dans les publications confidentielles. Les collections de poche sont diverses et florissantes. On ne cesse de republier les textes anciens en y ajoutant des présentations pour un public ouvert; on les vend jusque dans les supermarchés. Les dictionnaires, les encyclopédies, les anthologies se multiplient: de tel siècle, de telle langue, voire de tel courant. Les Introductions à ceci ou à cela fleurissent. Les thèmes du «patrimoine» et de la «mémoire» font recette, au point que sont créées de vastes institutions destinées à entreposer et à étudier manuscrits et archives d'écrivains ou d'éditeurs... Pourtant ces manifestations d'intérêt comportent un aspect déconcertant, qui en indique les limites. Peut-on se contenter de gérer l'acquis, d'exploiter le passé de toutes les façons? Que signifie la compulsion à réexposer les connaissances accumulées? On stocke des connaissances et on fabrique des outils beaucoup plus qu'on ne découvre des questions neuves et fondamentales. Voilà sans doute le fait le plus marquant: la reprise des savoirs répertoriés, associée à une survalorisation de l'instrumental, masque un refus du risque, un renoncement à tracer des perspectives inédites, à avancer sans garantie. Ce faisant, on assèche le fonds: car dans le domaine des idées comme ailleurs, les nappes ne sont pas inépuisables.

Logique de supermarché

Les coupes opérées dans les institutions d'enseignement et de recherche relèvent d'une même logique de supermarché. On imagine qu'il suffit de réunir les étudiants dans de grands auditoires, de remplacer les séminaires (où les connaissances sont élaborées en commun) par des cours (où les étudiants accueillent une matière pré-digérée). On veut que les cycles d'études deviennent plus serrés, que les thèses se fassent vite. On pense raccourcir les temps d'acquisition au moyen de banques de données informatiques, d'incitations et de gratifications ponctuelles (des crédits, des notes partielles). On attend des enseignants qu'ils soient moins des chercheurs que des gestionnaires de programmes. On supprime des professeurs, puisqu'on est persuadé que chacun va pouvoir se débrouiller en choisissant dans les rayons du supermarché universitaire les produits qui lui conviennent... La notion capitale de *maturation* n'est plus prise en compte, ni l'idée que lorsqu'on cherche à comprendre— et non simplement à acquérir — il arrive qu'on erre, qu'on se trompe, qu'on doive revenir sur ses pas.

Les universités et les organismes de recherche ne peuvent pas se dispenser de jouer leur rôle pour recréer une dynamique, avec des moyens qu'ils doivent obtenir. Il leur faut rappeler la vérité qui est la leur, pour que soit préservé l'avenir d'une réflexion libre et créatrice. Il faut que les universitaires sortent de leurs bibliothèques et de leurs salles de cours, acceptent d'intervenir dans l'espace social, inventent de nouvelles voies pour transmettre et discuter leurs connaissances. Qu'ils reprennent l'initiative, reformulent les valeurs élémentaires de leurs disciplines, redéfinissent leurs objectifs du point de vue de la société tout entière. Ils partagent la responsabilité d'élaborer le sens de la vie individuelle et de la vie sociale: c'est là une tâche indispensable, il y aurait risque grave à la perdre de vue. Car aujourd'hui, sous la rhétorique du changement, souvent superficielle et recouvrant des objectifs partiels et douteux, les choses qui paraissaient les plus nécessaires sont oubliées, les continuités fondamentales ne sont plus perçues.

Si on ne les empêche pas d'exercer cette responsabilité qu'elles souhaitent prendre, les études littéraires pourraient apporter beaucoup dans une préparation réfléchie aux nouveaux métiers culturels, liés à l'essor de la communication et à l'augmentation des loisirs. Les praticiens des textes que nous sommes savent combien les relations qu'on peut établir avec chacun des problèmes dont traitent les sciences humaines, sont éclairantes et stimulantes. Les études littéraires forment comme un carrefour pour la plupart des connaissances qui ont trait à l'homme. Elles constituent leur territoire commun. Loin de prétendre, comme on le croyait naguère, que la littérature jouit d'une autonomie théorique et pratique, les études littéraires s'ouvrent à tous les champs du savoir et de l'enquête.

Conscience critique et identité historique

Dans la tradition occidentale, de manière absolument essentielle, le sens est élaboré et réinterprété dans les textes. L'utilité sociale et le potentiel pédagogique dégagés par la réflexion sur les textes se mesurent autant dans la dimension de l'individu

que dans celle de la collectivité, de l'«être-ensemble». L'étude des textes apporte beaucoup à la formation de la conscience critique, c'est-à-dire de la personne, par l'analyse des identifications simulées que proposent les œuvres littéraires. Depuis les histoires qu'on raconte aux enfants jusqu'aux grands cycles romanesques, depuis la poésie populaire jusqu'au lyrisme le plus élaboré, il y a là un exercice mental dont les usages sont complexes et divers, et qui demeure indispensable et fécond. Les études littéraires constituent aussi un apprentissage démultiplié de la lecture, au sens complet de ce terme, qui comprend la connaissance approfondie du langage et l'exercice de compétences interprétatives; le jugement autonome et le sens de l'écoute, du respect d'autrui, sont mis en œuvre et développés. Au-delà des dimensions formatrices de l'individu, l'étude des textes conduit à analyser les schèmes mentaux, les imaginaires collectifs, bref les modèles de compréhension qui dominent dans les groupes sociaux, et dans les sociétés elles-mêmes. Cette perspective met en lumière les appartenances collectives et constitue une source de l'intelligence culturelle dont nos sociétés ont le plus évident besoin, à la fois pour se reconnaître elles-mêmes dans leur identité historique et pour dialoguer avec les autres.

Ne s'agit-il pas là de «biens sociaux» fondamentaux, sur lesquels reposent des équilibres qu'il serait dangereux de méconnaître? Les hommes de la Renaissance, dont nous n'avons pas épuisé l'héritage, l'avaient reconnu dans une formule passée en proverbe: Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. A quoi servirait d'allouer des crédits pour la science si vous en éradiquez la conscience? Qui choisirait de voter la ruine, au risque de créer dans notre civilisation des zones sinistrées?

S'il ne se trouve personne pour prendre le pari, sans doute nous en repentirons-nous. A moins que, dans une société où le totalitarisme de la rentabilité serait parvenu à tout contrôler, il n'y ait précisément plus nulle part de place pour une conscience.



Reichler

Professeur de littérature française et d'histoire de la culture à l'Université de Lausanne